

Les Tchadiens se déclarent

La perspective d'une escroquerie électorale ne dissuade pas les peuples africains d'essayer, encore et encore, de conquérir le droit à un pouvoir légitime : les Nigériens, les Bissau-Guinéens, les Sénégalais y sont bien arrivés, après les Botswanais, les Sud-Africains, les Nigériens et – avec des remises en cause ou retours en arrière – les Béninois, les Malgaches, les Maliens... Etc.

Les Togolais ont perdu depuis 38 ans ce goût de liberté. Les Tchadiens ne l'ont jamais connu. Le 20 mai 2001 au Tchad, comme le 21 juin 1998 au Togo, la mascarade électorale que la dictature croyait parfaitement huilée a tourné à sa déroutante politique. Il y a trois ans, Gilchrist Olympio, fils de Sylvanus (le père de l'indépendance togolaise, assassiné en 1963 par le sergent-chef Eyadema), était porté à la tête de son pays par un raz-de-marée électoral. Un triomphe populaire, incontestable – sitôt dénié, cassé par les brise-lames de la Françafrique, assassiné par ses "escadrons de la mort". Jacques Chirac a porté à bout de bras la "relégitimation" de son cher ami Eyadema, contre la conviction des observateurs de l'Union européenne, contre les rapports indignés d'Amnesty International. Il persévère (voir *Salves*).

Nous avons avisé les députés et l'exécutif français qu'Idriss Déby se préparait à reconduire en 2001 la gigantesque fraude qui le fit élire en 1996. Nous nous scandalisons que l'aide publique au développement française finance la prolongation d'une dictature trafiquante, prédatrice, sanguinaire, et que l'armée française assure la logistique du scrutin (cf. *Billets* n° 91).

Nous avons eu raison. Malheureusement. Mais entre-temps les candidats et le peuple tchadien auront su exposer au monde l'illégitimité totale du régime Déby. Malgré les énormes biais introduits par un recensement électoral et des listes difformes, malgré les bulletins disparus, les scrutateurs chassés, les urnes bourrées, le pouvoir n'a pu d'abord cacher qu'il était mis en ballottage – c'est-à-dire en réalité battu. Présumé docile, le président de la Commission électorale nationale "indépendante" (CENI) déclarait : « *Les candidats Yorongar et Déby sont au coude à coude et la CENI travaille dans le sens du second tour* ». Pour RFI, « *Ngarléjy Yorongar et Idriss Déby caracolent en tête* ».

Le plus inattendu était ce raz-de-marée en faveur du député Yorongar, débordant infiniment son "fief" sudiste, avalisé par les cinq autres rivaux de Déby – certains très hostiles à cet irréductible opposant. Comme si le formidable courage manifesté depuis dix ans dans la contestation de la dictature, malgré la prison, la torture, les tentatives de corruption, avait aimanté le suffrage populaire¹. Il n'était que dixième au 1^{er} tour de 1996...

Menacé, le président de la CENI en revient à la "vérité" officielle : 67, 35 % des voix pour Déby, 13,94 % pour Yorongar... RFI fait machine arrière. Mais, contrairement à 1996, *Le Monde* rechigne. Il dénonce « *une fraude organisée d'une ampleur telle que la validité du scrutin peut être remise en question* » (24/05/2001), puis la marche vers une « *pétro-dictature* » (31/05/2001). Le Parti socialiste s'indigne du « *coup de force électoral* » (31/05/2001).

À N'Djamena, les six candidats opposés à Déby se montrent solidaires dans leur refus de ce hold-up. La répression se déchaîne : un militant est abattu devant leur lieu de réunion. Plus tard, ils seront tous arrêtés. Yorongar est malmené durant plusieurs heures par les sbires de Déby. Une chaîne de solidarité internationale, réactivant les liens tissés face au projet d'oléoduc Tchad-Cameroun, secoue la Banque mondiale et ses principaux actionnaires. Elle obtient la libération des candidats, puis l'expatriation médicale de Yorongar.

De nouvelles manifestations ont lieu : à Paris, où l'ambassade du Tchad est brièvement occupée, à N'Djamena, où des femmes sont brutalisées devant l'ambassade de France.

Le régime milicien est désavoué, mais il va s'accrocher. Il n'est pas sûr qu'il tombe rapidement. D'autant que l'OUA, la Francophonie et même l'ONU ont favorisé le coup de force par le silence passif ou complice de leurs observateurs. À Paris, on ne réagira pas. Au nom de la « non-ingérence »...

Le plus important n'est pas là. Pour la première fois peut-être de manière aussi claire, les Tchadiens ont dit ce qu'ils voulaient (un État de droit) et ce qu'ils ne voulaient plus (un "seigneur de la guerre").

1. Le suffrage des Tchadiens a en quelque sorte validé le témoignage que le député Yorongar, malgré sa hernie discale, était venu porter le 6 mars en faveur du livre *Noir silence*. Cette journée de procès, voulue par Déby, apparaît après coup comme le débat contradictoire que ne veut pas offrir la télévision tchadienne. Elle est intégralement retranscrite dans *Noir procès*, Les Arènes, 2001, p. 159-261.

Certains imaginent, ou souhaiteraient, que les pays d'Afrique abandonnés à la dictature ou à la guerre civile n'aient plus, sonnés par leurs malheurs, de mémoire ni d'histoire.

Nous sommes convaincus du contraire. Ils s'y attachent bien plus qu'on ne le croit, comme s'ils pavaient le chemin de leur libération. Tchadiens et Nigériens savaient ce qu'ils faisaient en 1996 lorsqu'ils nous ont transmis les documents actant l'affront que leurs peuples venaient de subir. Nous sommes fiers d'avoir, avec Agir ici, publié le "Dossier noir" *Tchad, Niger : Escroqueries à la démocratie* (L'Harmattan).

Il faudra de nouveau, très précisément, montrer que Déby et ses complices sont des voleurs de démocratie.

Nous n'allons pas ici détailler les éléments de ce nouveau réquisitoire, long comme un jour sans pain. Sans grande originalité, le régime a repris les "trucs" les plus grossiers de 1996, les votes incontrôlés de centaines de milliers de "nomades" et d'émigrés au Soudan. Il a fait voter des enfants, multiplié les cartes électorales, menacé les électeurs et pourchassé les délégués des autres candidats dans les zones où il se sentait assez fort.

Mais voilà : il y en avait bien d'autres, notamment au Sud et à N'Djamena, où il savait qu'il serait plus difficile de tordre le suffrage. Alors, il a enflé d'un tiers au moins le nombre des inscrits dans les zones plus contrôlables, et l'a réduit de 5 % dans les autres. L'électorat probable, sur la base des données démographiques, est de 3 456 000 voix. "Corrigé", il passe officiellement à 4 026 789. Il y aurait eu, à l'intérieur, 4 188 888 votants : 104 % de participation !

À l'extérieur, les 526 028 inscrits seraient devenus 1 462 950 votants : un taux de participation de 278 % ! En 1996, l'expert électoral chiraquien Jérôme Grand d'Esnon avait aidé à sauver les apparences. Désormais cerné par les "affaires", l'Élysée n'a pas voulu prendre le risque de renouveler une aide aussi visible. Déby manque d'un Smalto pour habiller sa fraude : un « rezzou électoral », comme le pronostiquait *Le Figaro* (19/05/2001).

Ne reste qu'à exhiber la force brute. Des tortures subies jusqu'alors, Yorongar conservait une hernie discale très douloureuse. Les sbires de Déby qui l'ont arrêté le 30 mai n'ont rien trouvé de mieux que de lui bastonner le dos, durant trois heures. Le 11 juin, lors d'une manifestation de femmes devant l'ambassade de France, ils ont balancé une grenade aux pieds de l'avocate Jacqueline Moudeina, l'un des plus efficaces défenseurs des droits de l'homme. Ils étaient commandés ce jour-là par un célèbre tortionnaire, Mahamat Wakaye.

L'impudence du régime lui vient de ses alliances. Trois jours avant le scrutin, le FMI a promis 7 millions de dollars de crédits supplémentaires. Trois jours après, il annonçait avec la Banque mondiale une réduction de 30 % (170 millions \$) de l'encours de la dette. Béni soit le pétrodictateur ! On est un peu plus surpris de la caution apportée à ce scrutin truqué par les représentants des Nations unies et de Kofi Annan : celui-ci ménagerait-il déjà sa reconduction au Secrétaire général de l'ONU ?

Exxon menant le consortium pétrolier, Associated Press et Reuters sont encore plus timides que l'AFP. Au vu de la houle électorale, les USA se sont quelque peu distanciés du résultat. Pas l'Élysée : on s'y contente de gronder Déby quand les excès de sa Garde risqueraient d'alerter les médias et l'opinion publique. Matignon fait, comme souvent, profil bas, s'estimant dédouané par le coup de gueule tardif du PS.

Pas de quoi freiner Déby. Selon son parti, « *les menaces à peine voilées* » du PS « *n'altèrent pas la détermination du peuple tchadien à choisir librement ses dirigeants* »... Le clan Déby sait surtout que Matignon n'a nulle envie de chagriner l'armée française, dont les avions et hélicoptères ont voté Déby.

Avec Agir ici, les Amis de la Terre, la Cimade, la FIDH et la Ligue des droits de l'homme, Survie a signé le 30 mai le communiqué suivant :

« Nos associations expriment leur indignation devant le silence de la communauté internationale tout entière au sujet de la répression de la voie démocratique au Tchad. Les élections présidentielles ont été entachées d'irrégularités grossières selon tous les observateurs crédibles. [...]

Nous demandons à la France, à l'Union européenne, aux Institutions financières internationales, à toute la communauté internationale, de prendre position face à ce déni du droit des peuples à choisir leurs représentants. Nous leur rappelons que la promotion des principes démocratiques doit nécessairement s'accompagner d'un soutien aux forces qui souhaitent les appliquer, et d'une condamnation ferme du non-respect de ces principes.

Nous demandons à la France d'initier, via l'Union européenne, une recommandation de gel des opérations liées au projet d'oléoduc Tchad-Cameroun jusqu'à ce que soient réunies les conditions dans lesquelles ce projet pourrait bénéficier au peuple tchadien ».

Centrafrique : quels pyromanes ?

Dans la nuit du 27 au 28 mai, plus d'une centaine de mutins ont attaqué la résidence du président centrafricain Ange-Félix Patassé. Une fois de plus, des militaires favorables à l'ex-général-président André Kolingba, et de la même ethnie que lui (yakoma), essayaient d'arracher le pouvoir à son successeur.

Certes, la légitimité de Patassé s'est dissipée au fil des fraudes, d'un pouvoir discriminatoire et corrompu. Mais il était évident qu'un tel putsch, qu'il réussisse ou qu'il échoue, aggraverait les tensions ethniques. Ce fut l'échec. Sitôt suivi d'un appel au secours de Patassé : à son "parrain" Kadhafi, qui a envoyé deux avions Tupolev truffés de matériel et de soldats ; à Jean-Pierre Bemba, leader de l'une des rébellions anti-Kinshasa.

Boosté par ces alliés, le camp présidentiel a entrepris de reconquérir Bangui. Épaulé aussi par des miliciens tchadiens au statut mal défini, récidivistes de ce genre d'expédition punitive, il a procédé à un "nettoyage ethnique" des quartiers yakomas : massacres, pillage, exode des habitants. Plusieurs centaines de civils ont été assassinés (500 ?).

On ne peut se contenter de déplorer la réédition d'un scénario déjà vécu il y a trente mois à Brazzaville, et qui tendrait à se banaliser en Afrique centrale. Plusieurs acteurs politiques et militaires centrafricains sont responsables de calculs imbéciles, criminels. Mais il est évident que des acteurs plus puissants, d'Afrique ou d'au-delà, cherchent à les instrumentaliser, ainsi que ce pays ruiné.

Le Centrafrique reste en effet très attractif à deux points de vue : ses richesses naturelles, surtout les diamants et le bois tropical ; sa fonction de base arrière ou champ de manœuvres dans deux conflits africains majeurs, au Congo-K et au Soudan.

La Françafrique est très concernée dans les deux cas. Dans ce nouvel incendie, elle a sans doute, comme souvent, joué dans les deux camps.

Depuis l'époque où le colonel Manton était son mentor omnipotent, le général Kolingba reste le pion de certains Français nostalgiques. La présence aux côtés des putschistes de plusieurs centaines de mercenaires rwandais, métastases francophiles du *Hutu power*, a un relent français. D'ailleurs, Patassé a accusé la France de complicité avec les mutins...

L'ingrat oublie que Paris a déjà beaucoup dépensé pour lui sauver la mise lors des mutineries précédentes, ou d'élections frauduleuses ; qu'il a longuement bénéficié des attentions pasquaiennes, policières notamment ; que ses meilleures troupes sont conseillées par les supergendarmes du GIGN ; que Kadhafi est le meilleur allié de la Françafrique, qu'il intervient souvent en parfaite intelligence avec l'Élysée...

Tout cependant n'est pas clair, en particulier le rôle de deux grosses pointures, très investies régionalement : Jean-Yves Ollivier, mentor du voisin Sassou Nguesso, en contact avec Bemba ; Paul Barril, vieux complice de Patassé, qui joue un jeu obscur dans la guerre du Congo-K.

Il serait temps, si les Français et les Africains veulent exorciser la sinistre répétition des massacres ethniques, qu'ils puissent en savoir davantage sur les incendiaires. Or le sujet ne semble pas passionner les médias français¹ : ils n'ont quasiment pas évoqué cet aspect de la question lorsqu'ils ont traité (sommairement) des massacres en Centrafrique.

Sans doute étaient-ils rassurés par Hubert Védrine, interrogé à ce propos : « *Nous pensons que le temps des ingérences en Afrique est révolu. C'est un principe que nous respectons* » (Reuters, 05/06/2001).

1. À la notable exception de l'article de *Libération* sur Bernard Courcelle, cf. *Ils ont dit*.

De Monaco à Kabila

Au Congo-K comme en Centrafrique, on passe des calculs locaux aux intérêts mafieux internationaux, mais les dégâts et les enjeux changent d'échelle. Nous ne pouvons ici décrire toutes les facettes et rebondissements de ce conflit interminable (la presse belge s'y emploie). Redisons surtout le désastre humain, l'approvisionnement coupé, la santé dévastée, l'urgence de secours massifs – une partie dût-elle être perdue.

Il faut continuer de s'accrocher au très fragile processus de paix, obtenir davantage de présence militaire des Nations unies, accentuer le discrédit de tous les organisateurs et profiteurs du pillage des ressources congolaises ; mais aussi de ceux qui réarment de forces à l'idéologie génocidaire et les propulsent vers le Rwanda et le Burundi¹.

Il n'est pas inutile d'évoquer au passage l'enquête sur le meurtre de deux ressortissants de l'ex-Zaïre, retrouvés criblés de balles dans une voiture carbonisée, près de Lyon, le 20 décembre 2000 : Philémon Nalhuwindja, chef traditionnel et homme d'affaires, et Aimé Atembina, ancien capitaine de la garde présidentielle de Mobutu.

La piste suivie par la justice renvoie apparemment à la préparation de l'assassinat de Laurent-Désiré Kabila. Selon Colette Braeckman (*Le Soir*, 25/05/2001), le colonel Edy Kapend, sur lequel pèsent de forts soupçons de complicité, aurait été en contact avec Atembina et les milieux mobutistes les plus "revanchards".

Leur noyau, le SICM (Service d'intelligence et de contact militaire), « disposant de contacts dans les milieux militaires occidentaux », serait le moteur du complot contre Kabila. Il aurait recruté à cet effet un commando de Libanais proches du Hezbollah, que l'on tenta ensuite de liquider (11 ont péri).

Atembina aurait été l'un des éléments du complot. Mais il aurait voulu garder une partie de l'argent remis à cet usage (800 000 dollars, pour un achat d'armes). Par qui ? Les enquêteurs ont remonté la piste d'une mafia casinotière, escomptant de juteuses autorisations d'un nouveau pouvoir à Kinshasa.

Le juge Raymond Pezzati de Vienne (Isère) a fait arrêter trois suspects : un Belge, Benoît Chatel, ex-consul du Congo-K à Nice, et deux Corses, Domenici Rocco et Alain Deverini. Rocco, tenancier de bar, est connu pour proxénétisme. Deverini, établi à Monaco, est un décorateur de palaces et casinos. Son nom a été cité lors de l'évasion, en 1983, du Grand-Maître de la loge italienne P2, Licio Gelli (AP, 07/06/2001 ; *Le Soir*, 08/06/2001 ; *Le Palmars*, Kinshasa, 11/06/2001).

Ce CV ouvre bien des horizons – mêlant ce que nous ne cessons de dénoncer en ces *Billets* : l'interférence des réseaux, des paradis fiscaux et de la criminalité financière (Gelli lui aussi disposait « de contacts dans les milieux militaires occidentaux »). Selon *Le Soir*, 36 millions de dollars ont été misés sur l'élimination de Kabila père... Des troupes mobutistes étaient prêtes à traverser le fleuve depuis Brazzaville.

1. Cf. sur ce point les analyses de *L'Observatoire de l'Afrique centrale*, 31/05/2001 et 10/06/2001 (www.obsac.com).

Les stratégies de Brazzaville

Tout pour Sassou reste la devise indéfectible de la France à Brazzaville. Un Guy Labertit, responsable Afrique du PS, prend ses distances d'avec le Tchadien Déby, pas d'avec le tyran restauré Sassou II.

Celui-ci a droit, en plus du manitou Jean-Yves Ollivier, à un attaché militaire français à sa dévotion ; aux coopérants policiers du SCTIP ; à des hommes d'affaires affairés (un pétrolier milliardaire mais discret, Hubert Perrodo, le bolloréen Pierre Aïm...) ; à un avocat pugnace (Jacques Vergès) ; à un stratège des coups tordus, lié à l'extrême-droite (Bernard Courcelle), et un stratège de la communication (Jean-Paul Pigasse) – proche de l'Opus Dei et neveu par alliance d'Alfred Sirven.

Ce dernier n'est pas près de pardonner l'échec subi par Sassou dans le procès contre *Noir silence*. C'est le grain de sable d'une propagande huilée, le caillou dans la chaussure d'une marche triomphale. Le régime a tous les moyens, financiers et policiers, de faire taire les opposants. Il ne s'en prive pas. Moyennant quoi, au terme d'un « dialogue sans exclusive » qui exclut les récalcitrants, « l'ordre règne à Brazzaville ».

On peut passer aux choses sérieuses : gager ou détourner un peu plus de pétrole pour construire un aéroport international de 370 millions de francs près d'Oyo, dans le fief nordiste de Sassou, en plein désert démographique. Les Congolais sont dans la dette, mais il faut bien faciliter le ravitaillement en armes en cas de reprise de la guerre civile...

Contre François-Xavier Verschave et Survie – ces « *agitateurs* », cette « *poignée d'idéologues inconscients* » au « *gauchisme militant* » –, on fera du harcèlement judiciaire : outre l'appel des trois chefs d'État contre le jugement qui les a déboutés, deux fidèles du régime, le général Norbert Dabira (un Mladic local) et l'ancien ministre Oba Apounou (un parent) ont chargé M^e Vergès de porter plainte en diffamation : avec les procès intentés par Arcadi Gaydamak et Pierre Lethier (amis du président Dos Santos, l'allié de Sassou II) et Jacques Bidalou (ami de Vergès), cela fait six procédures contre *Noir silence*...

Torture et manipulation

D'Aussaresses à l'actualité **algérienne** et l'Amérique latine, l'actualité nous offre des perspectives historiques saisissantes. La filiation se confirme entre les pratiques de torture et de manipulation menées par les Services français durant la guerre d'Algérie et les pratiques de leurs héritiers, les 11 généraux majors de la junte algérienne, dont 9 issus de l'armée française (cf. *Ils ont dit*).

Avec une sophistication françafricaine, qui la rapproche des mœurs sassouistes, la pétro-junte s'efforce de creuser un clivage ethniste (l'anti-kabylisme) et de maintenir la terreur par la circulation de milices "incontrôlées". Mais, souvent, les marionnettistes de cette espèce deviennent trop sûrs de leur pouvoir : ils tombent dans l'excès d'impudence.

On se doutait bien qu'ils dépêchaient des casseurs dans les manifestations populaires et qu'ils avaient une part dans la litanie des massacres. Encore fallait-il entretenir le doute. Mais quand on envoie des gendarmes à Tizi-Ouzou assumer ouvertement la stratégie de la terreur, saccager l'hôpital, hurler : « *Nous sommes des assassins* » et traverser la Kabylie avec ce slogan (*Libération*, 19/06/2001), on se dit que les stratèges ont pétié les plombs, que leur génie se mord la queue, que la magie de leur pouvoir va bientôt se dissiper.

L'espoir enfle de voir le peuple algérien conquérir la liberté, après la confiscation de son indépendance. Même Hubert Védrine le pressent, dans une déclaration (19/06/2001) en rupture complète avec la langue de bois antérieure : « *la France [...] est très sensible à cet appel qui monte des profondeurs du peuple algérien vers de vrais changements. Nous ressentons cette demande comme profondément légitime* ».

Il faut mettre en regard une formidable enquête de Pierre Abramovici dans *Le Point* (15/06/2001), en partie inspirée par l'instruction du juge Roger Le Loire sur les Français victimes des dictatures sud-américaines.

Si nos compatriotes peinent à se représenter les horreurs françafricaines, ils sont depuis longtemps au fait des supplices infligés en Amérique latine, voici deux décennies, par des juntes militaires sous influence yankee. Or il semble bien que les idéologues et les techniciens français de la "sale guerre" d'Algérie ont joué un rôle essentiel dans la "formation" intellectuelle et morale des tortionnaires latino-américains : ils ont exporté auprès de leurs collègues officiers la théorie de la guerre anti-subversive élaborée et mise en œuvre en Indochine, puis en Algérie.

Le lieutenant-colonel Trinquier en était le maître à penser. Les traductions de ses ouvrages ont imprégné les futurs cadres des dictatures militaires. Un important relais, le colonel argentin Carlos Rosas, a été formé à l'École de guerre, à Paris.

Le tortionnaire en chef de la bataille d'Alger, Paul Aussaresses, a été invité à enseigner la guerre anti-subversive aux USA, au début de la guerre du Vietnam. Outre-Atlantique, la praxis contre-révolutionnaire française suscite un véritable enthousiasme. L'un des meilleurs élèves d'Aussaresses à la CIA, Robert Komer, appliquera ses leçons en tant qu'ambassadeur à Saïgon : ce sera l'opération Phœnix (20 000 morts, des dizaines de milliers de détenus sans procès, torturés, etc.).

On retrouve Aussaresses comme attaché militaire au Brésil entre 1973 et 1975. Le colonel Robert Servant, qui dirigeait la mission militaire française à Buenos Aires au moment des disparitions de Français, est installé au quartier général de l'armée de terre, dirigée par le général Videla. Il dépend directement des services du Premier ministre français d'alors, Jacques Chirac.

La filiation idéologique entre l'armée coloniale française et la junte argentine apparaît incontestable. Bilan de l'élève : 35 000 disparus, des dizaines de milliers de torturés. Bravo Trinquier !

Gbagbo angolo-chiraquien

Le président "socialiste" ivoirien Laurent Gbagbo « vient de se rendre à Luanda pour négocier sa sécurité et l'achat du pétrole » (*LdC*, 14/06/2001). Du coup Jacques Chirac, fan du régime angolais, le reçoit en grande pompe à l'Élysée, tandis que le camarade Jospin ne le verra qu'à la sauvette. L'or noir plutôt que les idées...

Eyadema pétrolo-chiraquien

Le 18 mai, la compagnie pétrolière Hunt Oil a signé un contrat d'exploration du pétrole offshore **togolais**, négocié par Faure Gnassingbé, fils de Gnassingbé Eyadema. Du coup, le clan Eyadema s'agrippe au pouvoir. Malgré sa banqueroute économique. Et malgré un gêneur : Gilchrist Olympio, grand vainqueur du scrutin présidentiel de 1998, évincé grâce à l'appui indéfectible de Jacques Chirac.

Le "constitutionnaliste" chiraquien Pierre Mazeaud vient de souffler une chouette idée aux amis togolais : limiter à 65 ans l'âge des candidats à la présidence. Gilchrist Olympio serait hors jeu (*LdC*, 31/05/2001 et 14/06/2001). Jacques Chirac aussi, septuagénaire en 2002... Mais le tango constitutionnel est réservé aux néocolonies.

Galonnés

Pour un reportage sur la torture à diffuser le 21 juin, *France 3* a recueilli le témoignage d'une Algérienne de 72 ans, Malika Koriche : « *Je connais parfaitement le nom de l'officier qui m'a torturée. C'est le lieutenant Schmitt* ». Maurice Schmitt a fait une brillante carrière : il est devenu général, chef d'état-major des armées sous François Mitterrand (lui-même ministre de la Justice au temps des AUSAES et Cie). Le général dément... « *Il serait vraiment le seul à ne pas avoir assisté à des interrogatoires* », s'étonne l'un de ses anciens soldats du secteur de la Casbah (*Le Canard enchaîné*, 13 et 20/06/2001 ; *Libération*, 15/06/2001).

Son successeur Jean-Pierre Kelche vient de nommer porte-parole le colonel Christian Baptiste. Issu des ex-troupes coloniales (l'infanterie de marine), il conseillait le président-dictateur-général Eyadema en 1993, lorsque étaient massacrés les manifestants pour la démocratie (*LdC*, 14/06/2001). La presse suivra-t-elle ses conseils ?

Grandeur et décadence

Les menottes passées à **Alain Gomez** pour le conduire au bureau de la juge d'instruction Marie-Pierre Malignier-Peyron, et sa mise en examen pour « *complicité de tentative d'extorsion de fonds* » contre le groupe Lagardère (*Libération*, 14/06/2001) sont hautement symboliques.

Alain Gomez était en 1993 l'un des hommes les plus puissants de France. Patron de Thomson, "parrain" du nouveau patron d'Elf, Philippe Jaffré, cet ami de vingt ans de Jean-Pierre Chevènement étendait son contrôle sur la distribution de l'argent politique (les "rétro-commissions") et se posait en arbitre des mutations du complexe militaro-industriel.

Mais il a été trop gourmand et s'est fait trop d'ennemis en même temps. D'un côté il pilonnait la vieille garde mitterrandopasquaïenne (Le Floch, Dumas, Sirven...), de l'autre il se heurtait aux ambitions de Jean-Luc Lagardère. Ce dernier et ses alliés ont rafflé la mise – le groupe aérospatial EADS, entre autres. Avec la bénédiction de Lionel Jospin. Défait, Gomez est cloué au pilori.

Nous n'irons pas, hypocritement, pleurer la chute d'un grand marchand d'armes, impliqué de ce fait dans la méga-corruption. Mais les « nouvelles perspectives stratégiques franco-sud-africaines » dans le nucléaire, par exemple (cf. *À fleur de presse*), montrent que les logiques sous-jacentes à ces jeux de go continuent de prévaloir.

Juge suisse et fâcheux milliard

Un autre perdant, Roland Dumas, s'époumone à crier que d'autres ont touché beaucoup plus que lui. Dans la vente des **frigates** à Taiwan, connexe à l'affaire **Elf**, au moins 500 millions de dollars de commissions et rétro-commissions ont été versés à partir de 1991 par **Thomson** (alors présidée par Alain Gomez).

La justice française s'abstient assez obstinément de rechercher leurs bénéficiaires. Parce que certains sont aujourd'hui du côté des gagnants. Mais aussi, sans doute, parce que l'affaire recèle un énorme magma de scandales et secrets d'État : de quoi, serinent les Sirven et consorts, « *faire sauter vingt fois la République* ». Une République souterraine, profondément anti-démocratique, dont la Françafrique est un gros morceau, et qu'il est en réalité urgent de remiser.

L'attentisme de la justice française est fâcheusement contrarié par l'activisme du juge genevois Perraudin. Celui-ci a bloqué, sur les comptes suisses du Taisanais Andrew Wang, la modeste somme d'un milliard de FF. Ex-représentant de Thomson, Wang a participé à la vente des frigates. Il est soupçonné par la justice taiwanaise d'avoir participé au meurtre du capitaine Yin, opposé à la transaction. Il serait réfugié à Londres (*Libération*, 19/06/2001).

Les justices suisse, taiwanaise, ou même britannique aideront-elles leur consœur française ?

Filet

Les mailles judiciaires se resserrent autour du **réseau Pasqua**. Robert Feliciaggi et Michel Tomi ont de plus en plus de mal à expliquer les mouvements de fonds via Monaco de leur empire franco-africain des jeux, et Charles Pasqua la raison pour laquelle il a, ministre de l'Intérieur, délivré des autorisations à leur casino d'Annemasse contre le ferme avis de son administration.

Accessoirement, l'ancien ministre aurait bénéficié de 24 voyages en avion privé, offerts par Elf, pour un montant de 2,9 millions de francs.

La justice le poursuit de questions mesquines : pourquoi a-t-il demandé à Jacques Chirac d'accorder l'Ordre national du mérite au douteux Arcadi Gaydamak ?

Pierre, le fils de Charles, se pointe aussi dans l'agenda judiciaire. Entre 1990 et 1997, son compte suisse a reçu une quinzaine de millions, provenant notamment d'un sulfureux ami de la famille, Étienne Leandri (cf. *Billets* n° 93). Tous les mois, une mystérieuse société belge abondait également de 80 000 francs le compte de Pierre Pasqua au Crédit foncier de Monaco – l'une des banques favorites des Feliciaggi & Cie (*Le Canard enchaîné*, 20/06/2001).

Premières résurgences ?

Nœuds de Services

Le 5 juin devait se tenir le procès en diffamation intenté par le dragueur de milliards Arcadi **Gaydamak** contre l'auteur et l'éditeur de *Noir silence*, F.X. Verschave et L. Beccaria. La 17^e chambre correctionnelle du Tribunal de Paris a constaté que sa composition l'empêchait de juger : son président avait déjà eu à traiter en référé de la même affaire. Celle-ci est donc à nouveau renvoyée, au 2 novembre.

Le plaignant, réfugié en Israël, ami de la **DST**, du FSB russe et du Mossad israélien, a porté plainte une fois de plus le 29 mai. Contre la **DGSE** et les **Renseignements généraux**...

Mais les ennemis de notre adversaire ne sont pas forcément nos amis. Pierre Lethier, ex-n° 2 de la DGSE, nous attaque aussi en diffamation. La "Piscine" est certes moins archaïque que la DST, adepte des dictatures les plus cruelles. Mais si elle envisage certaines évolutions en Afrique, c'est au service d'une conception encore hégémonique des "intérêts" stratégiques et économiques de la France – TotalFinaElf avant le Congolais de base.

Quant aux RG, ils déconseillent aux Africains vivant ou passant à Paris de rencontrer Survie, qu'ils qualifient de mouvement « *d'extrême gauche* ». C'est en effet pur "gauchisme" que d'informer sur la méga-criminalité politico-financière : les RG en réservent la connaissance à de rares initiés – telles ces notes blanches de la commissaire Brigitte Henry, collectionnées et distillées par son patron Yves Bertrand. Le chantage est apolitique.

Le rapport des RG *Extrême gauche 2000*, révélé par *Le Parisien*, indexe tout ce qui, en France, se montre insatisfait du monde tel qu'il va : Attac, Act Up, Droit au logement, l'Observatoire international des prisons, José Bové, Pierre Bourdieu, Bertrand Tavernier, même les députés verts européens Daniel Cohn-Bendit et Alain Lipietz, ou le socialiste Julien Dray... Une liste rouge, qui serait bien commode à un régime fascisant – comme l'idéologie des auteurs du rapport. Son destinataire, le ministre d'alors Jean-Pierre Chevènement, n'en a pas été choqué. Il drague désormais ouvertement les électeurs de Charles Pasqua.

Aux agents des Services qui, le plus souvent, n'ont pas de frontière à droite (cf. *Ils ont dit*), rappelons que la frontière avec les extrêmes est aussi simple que le respect, ou non, de la démocratie.

Lionel Jospin veut virer Yves Bertrand. Il a demandé à la Commission de déontologie des métiers de la sécurité d'enquêter sur ce rapport. Normal, pour un ancien trotskiste... Mais l'ex-vendeur de *L'Humanité* Jacques Chirac, converti au capitalisme par Marcel Dassault, ne veut pas lâcher le stratège des Renseignements généraux (*Le Canard enchaîné*, 13/06/2001).

Nous sommes quelques-uns à nous demander tous les matins comment notre République peut tolérer une police politique qui, entre autres méfaits, fiche l'intégralité des journalistes. Hors l'Hexagone, quel est le gouvernement démocratique qui résisterait 24 heures à la révélation d'un tel scandale¹ ?

1. Dénoncé en 1997 par Patrick Rougelet (RG, *la machine à scandales*, Albin Michel).

Bons points

– Les observateurs présents à Bruxelles au long du **procès des quatre Rwandais** accusés de participation au génocide de 1994 ont souligné sa qualité, et sa nécessité. Ceci en dépit des critiques acerbes et plus ou moins téléguidées d'une partie de la presse française¹. Quant au Vatican, il persiste à noyer les responsabilités au prétexte de « *la situation très confuse dans lesquels ces événements violents s'étaient déroulés* ». Verdict : 12 à 20 ans de prison.

On a pu percevoir tout l'avantage du principe de "compétence universelle" – très majoritairement approuvé par les Belges. Complémentaire de la création de la Cour pénale internationale, il va progressivement ôter tout refuge aux criminels contre l'humanité.

1. Il convient toutefois de saluer la publication dans la page *Rebonds* de *Libération* (20/06/2001) d'une remarquable contribution de François Cantier et Jean-Jacques Delfour, *Rwanda, le déni français*.

– Un juge d'instruction de Montpellier a rendu le 25 mai une ordonnance exemplaire de renvoi en cour d'assises du lieutenant **mauritanien** Ely Ould Dah. Celui-ci est accusé d'avoir torturé des collègues noirs en 1990-91 (il s'agirait plutôt de crimes contre l'humanité, mais la loi française peine à remonter jusqu'à cette date pour une telle incrimination). Brièvement arrêté, remis en liberté sous contrôle judiciaire, il avait pu clandestinement regagner son pays sous la haute bienveillance de la raison d'État franc-africaine.

Au grand dam des diplomates, le magistrat héraultais a posé un jalon dans la mise en œuvre en France du principe de "compétence universelle". Il a en particulier considéré comme inopérantes les amnisties et prescriptions opportunément votées dans le pays d'origine. Avis aux responsables congolais qui se sont récemment auto-amnistiés ! Ils risquent de ne plus pouvoir jouir sereinement de leurs résidences en France.

– Plusieurs Franco-Chiliens ont disparu dans le cadre du plan Condor, mis en place par **Pinochet** et ses collègues dictateurs sud-américains, avec l'appui des États-Unis. Leurs familles ont porté plainte. Leur avocat, William Bourdon, a obtenu du juge Roger Le Loire qu'il fasse citer comme témoin l'un des pivots de cette politique tortionnaire, **Henry Kissinger** – descendu au Ritz.

Celui-ci s'est fait porter pâle et a quitté Paris une demi-journée plus tôt que prévu, sans plus de fierté qu'un général Nezzar (*Libération*, 29/05/2001, *Le Canard enchaîné*, 06/06/2001). *Où va-t-on si disparaît l'adage : plus un crime est gros, plus on l'enterre ?*

– Le jugement en première instance de **l'affaire Elf**, avec les condamnations de Loïk Le Floch, Alfred Sirven, Christine Deviers-Joncour et Roland Dumas, « *est la première tentative de sanction démocratique du complexe politico-pétrolier* », commente Laurent Joffrin, du *Nouvel Observateur* (07/06/2001). Une appréciation mesurée, qui contraste heureusement avec les étranges combats d'arrière-garde menés par le journaliste spécialisé de la maison, Airy Routier – par ailleurs faire-valoir littéraire d'Omar Bongo.

– Les ministres de la Justice et de l'Intérieur de l'Union européenne ont conclu fin mai un accord additionnel à la Convention d'aide judiciaire facilitant l'accès des juges aux informations bancaires dans les différents pays de l'Union. Une avancée dans la lutte contre la **criminalité financière**. Initiée par la France (*La Tribune*, 30/05/2001).

– **Claude Bébéar**, patron d'Axa et sommité du capitalisme français, a été mis en examen à propos d'une filiale luxembourgeoise d'évasion fiscale, PanEuroLife. Un coup de semonce bienvenu : « *les établissements financiers proposent sans vergogne toute une panoplie d'instruments pour échapper à l'impôt, comme si cela relevait désormais d'une banale prestation de service* » (*Libération*, 14/06/2001).

À ce train-là, il n'y aura bientôt plus que les pauvres et les imbéciles pour financer le bien public en Europe. L'achèvement du programme de privatisation en Afrique l'y aura depuis longtemps éradiqué, au bénéfice des multinationales occidentales.

Une trentaine d'associations, dont Survie, participent à la campagne *Services liquidés : droits bafoués*, pour l'égalité d'accès aux **services publics de base**. Cette campagne est initiée par Agir ici, l'AITEC et le CRID. Contacts : agirici@globenet.org. Tél. 01 56 98 24 40 (fax 24 09).

Ce n'est qu'un début...

Quand Lionel Jospin déclare au Cap que la **lutte contre le sida** doit devenir « *une priorité de l'aide publique internationale* », nous qui le réclamons depuis longtemps ne pouvons que nous en réjouir. Ceci dit, l'effort annoncé par la France reste

dramatiquement insuffisant : 150 millions d'euros sur 3 ans, soit 1 % de l'aide française (*Le Monde*, 02/06/2001). Les 99 % restants sont-ils si indispensables qu'il faille borner l'objectif international à soigner, dans 3 ans, 20 % des séropositifs africains ?

Fausse notes

– Un opposant **mauritanien** vivant en France, Beddy Ould Ebnou, a été agressé à son domicile le 14 mai, ligoté et sauvagement battu par un agent du régime de Nouakchott. Lequel a été interpellé et interrogé par la police. Mais le zèle des autorités françaises en cette affaire semble aussi relatif que dans la surveillance du capitaine tortionnaire Ould Dah. Le dialogue entre la France et la Mauritanie « *doit être constamment entretenu* », a déclaré le 4 juin le ministre Védrine, en visite à Nouakchott.

– Dans un rapport du 8 juin, l'ICG (International Crisis Group) dénonce le laxisme et les dysfonctionnements qui minent le travail du **Tribunal pénal international sur le Rwanda** (TPIR). Moyennant quoi, il s'est jusqu'ici révélé incapable de « *faire la lumière sur le plan, le mécanisme, l'organisation et le financement du génocide* ». Ken Roth, de l'ONG américaine Human Rights Watch, se demande si « *l'absence totale d'enthousiasme de la France pour le travail du TPIR n'a pas contribué à ces errements* ».

– Selon l'ONG britannique, la France est devenue au printemps 2001 un importateur privilégié du bois **libérien** dont la vente finance la rébellion du RUF en Sierra Leone.

– L'Association internationale des maires francophones (**AIMF**) est une "danseuse" chiraquienne, et son secrétaire Pierre Figeac une figure historique des finances gaullistes, largement délinquantes (cf. Philippe Madelin, *Les gaullistes et l'argent*, l'Archipel, 2001). Prolongé jusque fin 2003, Figeac prétend interdire ses livres de comptes aux inspecteurs de la Ville de Paris, son premier financeur (9 millions en 2001) (*Le Canard enchaîné*, 06/06/2001). Bertrand Delanoë capitulera-t-il devant ce "paradis fiscal" ?

– Responsable des *Dossiers* au *Canard enchaîné*, Brigitte Rossignaux y est aussi spécialiste des questions militaires. Plusieurs de ses reportages (cités dans *Billets*) avaient sérieusement agacé les souverainistes de l'État-major et de la Sécurité militaire (DPSD). Dans la nuit du 2 au 3 juin, un **vol** avec effraction dans les locaux du **Canard** a permis de subtiliser l'ordinateur portable de la journaliste, avec sa liste de contacts et d'adresses e-mail. Ce vol avait été précédé d'une mission de repérage photo. Faut-il que les commanditaires se sentent mal pour en revenir aux méthodes des années 70 ?

Requiem

René Dumont a entendu l'appel du 18 juin... Il l'avait loupé 51 ans plus tôt, flirtant un temps avec le pétainisme. Mais depuis lors ce scientifique, infatigable militant contre l'abus de l'homme et de la nature, a eu souvent le "tort" d'avoir raison trop tôt.

(Achevé le 20/06/2001)

ILS ONT DIT

Françafrique

« L'Afrique des zones d'influence, l'Afrique des interventions inappropriées doit être derrière nous ». (**Lionel JOSPIN**, Premier ministre, au Président sud-africain Thabo Mbeki, le 31/05/2001).

[*Libération* titrait sur ce propos : Jospin l'a promis : la Françafrique c'est fini (01/06/2001). Un titre trompeur : le « doit » jospinien signifie plutôt une exigence inaccomplie qu'un constat ou une promesse].

« [La France est un] ami fidèle et respectueux de l'Afrique ». (**Lionel JOSPIN**, discours devant le Parlement sud-africain, 31/05/2001, AP). [*Une amitié trop longtemps envahissante pour qu'elle puisse aussi vite s'auto-qualifier de « respectueuse »*].

« Notre **coopération** cherche à rendre plus humaine la mondialisation, à l'apprivoiser ». (**Charles JOSSELIN**, discours de présentation du rapport 2000 de la DGCID (Direction générale de la coopération internationale et du développement), cité par *Libération* du 09/06/2001).

[*Les Tchadiens, Congolais, Gabonais, Togolais, Camerounais, etc. ne sont pas de cet avis. La coopération française, non purgée de ses réseaux, soumise aux mêmes lobbies sans guère de contrepois institutionnel, continue de lubrifier l'extraction de la rente des matières premières et/ou les exportations françaises.*

Les discours sur la « nouvelle politique africaine » de la France et la « refondation » de sa coopération ressemblent à des promesses d'ivrogne : ils ne seraient crédibles (en prenant garde à la rechute) qu'après un sévère sevrage. Personne ne l'envisage dans le petit cercle mitterrandien qui s'est partagé ces domaines].

« La **forêt** brésilienne est un trésor pour l'humanité. Les Indiens, qui en sont les gardiens, doivent être respectés et aidés à y demeurer ». (**Jacques CHIRAC**, recevant le chef Raoni de la tribu amazonienne Kaopi. Cité par *France-Soir*, 08/06/2001).

[*L'Amazonie, c'est loin de la Françafrique. L'écologie chiraquienne ne va pas jusqu'à déconseiller aux amis Biya et Sassou Nguesso, ainsi qu'aux forestiers bienfaiteurs du néogaullisme, de massacrer la forêt équatoriale africaine.*

« J'ai commencé à travailler pour le **DPS** [Département Protection et Sécurité du Front national] en 1994. Le rôle officiel du DPS est d'assurer la protection des meetings, des permanences, des défilés [...]. Mais, en 1997, j'ai été contacté par [le directeur du DPS] **Bernard Courcelle** pour faire partie d'une structure spéciale. C'était un groupe composé de 30 à 60 personnes, chargé d'opérations clandestines en France ou à l'étranger, à la demande de pays alliés. Les membres de ce groupe spécial sont appelés les "fantômes". Ils ont tous une formation militaire ou paramilitaire. [...]

J'ai suivi une formation de 90 jours au siège du Front national. Ces cours, très techniques, nous étaient donnés par d'anciens fonctionnaires du renseignement. Ils portaient notamment sur l'infiltration et la manipulation de foule. Après cette formation, il m'a été demandé d'infiltrer des organisations telles que Ras l'Front [...]. Ras l'Front, SOS Racisme et Act Up étaient nos priorités. [...] Le second type de mission demandé aux "fantômes" consiste à organiser la déstabilisation de certains quartiers ou des villes qui ne sont pas acquies aux idées du Front. Là encore, il faut infiltrer. Prendre contact avec des bandes. Inciter à la violence ou à la rébellion. [...] Dans un quartier, si vous mettez le feu à une voiture, dans l'heure qui suit, neuf fois sur dix, vous en avez quinze autres qui brûlent. [...] En faisant avancer l'insécurité, vous faites progresser l'électorat du Front. [...]

Nous prenons nos ordres directement de Bernard Courcelle. C'est une structure à part. Entièrement autofinancée par Courcelle. Les "fantômes" [...] reçoivent un salaire en liquide, des faux papiers et tous les moyens nécessaires à leurs opérations [...]. Pour payer un jeune pour mettre le bordel dans les quartiers [etc.] [...] Lors de certaines réunions, j'ai entendu parler [...] de surveillance demandées par des autorités étrangères amies, comme le **Congo**. [...]

Le DPS a été très présent en Afrique, ces quatre dernières années. En 1997, on avait déjà des membres du DPS engagés dans le soutien à Mobutu au Zaïre. Au Congo, quand Denis Sassou N'Guesso a repris le pouvoir, il a été proposé à Bernard Courcelle d'ouvrir une entreprise de sécurité à Pointe-Noire pour récupérer les "Cobras" revenant du front et les former au renseignement et aux combats de ville. Les instructeurs étaient membres du DPS. En 1999, Bernard Courcelle a vu l'opportunité de rendre un nouveau service au pouvoir. [...] *[Il a réussi à]* faire croire à l'opposition qu'il venait de décrocher un contrat de sécurité auprès du Président, et qu'il était possible de le faire assassiner. [...] Une intoxication. [...]

J'ai recruté moi-même les membres de l'équipe, au sein du DPS. Nous avons effectué des missions d'encadrement militaire sur Pointe-Noire et Brazzaville, jusqu'au mois de mai. [...] Pendant trois semaines, j'ai formé des Saspens (Service d'actions spéciales de la police nationale) aux combats de ville. Avec d'autres DPS, nous avons aussi participé à des opérations de police. [...]

Nous avons continué à faire croire à l'opposition que nous étions en mesure d'effectuer un coup d'État. Tous les soirs, je téléphonais en ce sens à Paris. Ces appels étaient enregistrés par moi-même et l'un des responsables de la sécurité présidentielle. [...] Trois hommes qui n'étaient pas dans le secret [...] ont été arrêtés dès le 29 mars. L'idée du ministre de l'Intérieur Pierre Oba était d'en faire les responsables d'un faux coup d'État, de les faire abattre sur une tentative d'évasion. Je me suis opposé à cette exécution. C'est pourquoi j'ai été moi aussi arrêté le 17 mai. [...] Nous avons été graciés le lendemain de notre condamnation. Pascal Lissouba et son ministre des Finances Mougounga N'Guila ont été condamnés à vingt ans de prison par contumace. [...]

Lorsque **Mobutu** a été rapatrié en France, c'est avec l'aide du DPS. Nous avons eu le projet de l'aider à reconquérir le pouvoir. [...] Il s'agissait d'utiliser deux planeurs pour bombarder la résidence de Kabila. Ils devaient porter chacun une bombe de 250 kilos, afin de percer le plafond blindé de la résidence. L'opération, qui devait démarrer de Brazzaville, a été annulée sur intervention de Denis Sassou N'Guesso. [...] Au **Niger**, *[il y a eu]* [...] un projet d'assassinat du président Ibrahim Baré Maïnassara. [...]

Fin 1998, [...] Pierre Oba a demandé à Courcelle de surveiller l'ancien ministre Mougounga N'Guila [...] dans la région parisienne. [...] Je me suis [...] aperçu que la surveillance avait pour but la préparation d'un attentat ». (**Claude HERMANT**, ancien parachutiste, ancien du DPS. Interview à *Libération* du 06/06/2001).

[Cet interview recoupe et étoffe ce qu'avait déjà révélé le Réseau Voltaire, suscitant une commission d'enquête parlementaire. Ce qui y est dit est explosif. Il y a désormais tout lieu de penser qu'un personnage très proche des Services français, Bernard Courcelle, ancien officier de la Sécurité militaire (DPSD), disposant d'autorisations incroyables et de moyens surabondants, s'est servi du DPS et du Front national pour mener des coups d'État en Afrique, la surveillance d'opposants africains en France, peut-être même un projet d'attentat contre l'un d'entre eux. Cette hyperactivité serait impossible sans la complicité des Services.]

Il se confirme au passage que le dictateur de Brazzaville est au mieux avec le FN. Des mercenaires rattachés à ce parti d'idéologie raciste ont formé les partisans de Sassou à des « actions spéciales » et des « combats de ville » durant le printemps 1999, alors même que ces partisans commettaient une série de crimes contre l'humanité, dans le cadre d'un vaste "nettoyage ethnique".

À ceux qui trouveraient que ces saloperies sont bien lointaines, il est précisé que les mêmes miliciens "fantômes" sont aussi chargés d'attiser la haine ethnique dans les banlieues françaises... Il serait inconcevable que ce témoignage ne donne pas lieu à une série de plaintes, y compris de la part de maires de banlieue, d'associations d'habitants, voire de syndicats de policiers ou de pompiers...

Quant aux députés, ils ne peuvent entendre la description d'une telle entreprise fasciste et factieuse sans relancer leur commission d'enquête sur le DPS, qui s'était achevée en queue de poisson].

« Je voudrais vous préciser que les autorités françaises étaient parfaitement au courant de ces **livraisons [d'armes à la Bosnie et la Croatie, contournant l'embargo voté par l'ONU]**, et précisément quant aux détails du contenu de chaque livraison. [...] À Bruxelles, [...] j'ai fait un rapport à la CIA ». (**Jacques MONSIEUR**, trafiquant d'armes belge, devant le juge Canolle, le 26/09/2000).

« Si nous n'avions pas bénéficié – je veux dire par "nous", l'équipe de Jacques Monsieur – d'aides, comment peut-on imaginer que les livraisons aient pu parvenir à destination ? [...] *[Il y avait]* des complicités au niveau des États en charge de faire respecter l'embargo. J'ai le sentiment de ne jamais avoir rien fait sans être dirigé, aidé, freiné par les services de la **DST**. [...] J'ai du mal à comprendre comment on peut me reprocher dans ce dossier, par la plainte du ministère de la Défense, certaines de mes actions qui ont eu l'approbation du ministère de l'Intérieur ». (**L'associé de Jacques MONSIEUR**, devant le juge Canolle, le 25/09/2000).

[Ces citations sont extraites d'un article de Libération (Fabrice Tassel, Dans le secret des trafics de Monsieur, 11/06/2001), sous-titré : La DST aurait couvert des ventes d'armes à l'ex-Yougoslavie, malgré l'embargo. « La DST aurait également suivi des ventes d'armes vers un autre pays sous haute surveillance française, le Congo-Brazzaville », est-il ajouté. Au Congo-B comme en Angola, les Services français ont veillé à armer les deux camps de la guerre civile. Tout cela pose quelques questions :

– *À part sa proximité avec les réseaux Pasqua, pourquoi la Direction de la surveillance du territoire, en charge de la sécurité intérieure, s'est-elle mêlée de trafics d'armes ?*

– *Des gens comme Pierre Falcone, Arcadi Gaydamak, Jacques Monsieur... étaient protégés de la DST avec le feu vert de la CIA. Ils peuvent s'étonner que soit soudainement criminalisée leur délinquance ordinaire. Nous nous réjouissons pour notre part que le ministère de la Défense ait résolu de dénoncer les ventes d'armes illégales. Mais la multiplication des scoops sur les trafiquants liés à la DST a-t-elle seulement une finalité moralisatrice ? Ne s'agirait-il pas aussi de faire place nette à des intervenants plus discrets, existants ou émergents ?].*

Tchad

« La France participe, aux côtés d'autres bailleurs, au financement du scrutin *[présidentiel tchadien]*, à travers notamment [...] le transport aérien du matériel et des observateurs. Cette participation française résulte d'une demande de la commission électorale nationale indépendante (CENI), qui comprend notamment des formations politiques d'opposition et des organisations de la société civile. La France a posé par ailleurs comme condition à sa participation à des opérations de transport la présence dans ses aéronefs de représentants de la CENI et des partis politiques. Ces actions sont de nature à faire progresser la transparence et l'équité du scrutin et mettent la France en mesure de se montrer exigeante à cet égard ». (**Francis BLONDET**, de la sous-direction Afrique occidentale du ministère des Affaires étrangères. Lettre du 14/05/2001, en réponse à un courrier adressé à l'Élysée dans le cadre de notre campagne sur le scrutin tchadien).

[L'exigence aura, comme nous le supposions, montré ses limites. La France savait que l'indépendance de la CENI n'était qu'une fiction. Ceux de ses membres qui n'étaient pas inféodés à Déby en ont démissionné. Comme en 1996, les aéronefs français ont servi la soupe].

« *[L']ambassade [de France]*, en aucune manière, [...] n'est partie prenante, à quelque niveau que ce soit, dans une affaire intérieure qui ne concerne que les Tchadiens. [...] Mon pays, comme vous le savez, a apporté sa contribution au processus électoral tchadien. [...] Pour le transport du matériel électoral, chaque fois, des observateurs et membres de la CENI sont chargés de vérifier que notre intervention, le transport était réalisé dans la stricte neutralité ». (**Jacques COURBIN**, ambassadeur de France au Tchad. En "une" du quotidien pro-Déby *Le Progrès*, 29/05/2001).

« Les dictateurs étant peu présentables dans le concert international, on apprend aux dictateurs à se servir des urnes et on se voile les yeux sur la manière dont ces dernières sont remplies. Les Verts ne se résignent pas à voir la France complice, de

Chirac à Védrine, en passant par Jospin. La France a financé cette tragi-comédie électorale, transporté les urnes, fourni des observateurs aveugles de la Francophonie. Tout ceci en parfaite connaissance de cause. En effet, le recensement électoral annonçait la couleur. [...] La démocratie repose sur le principe "one man, one vote". Ce n'est pas une formalité coûteuse à organiser tous les cinq ans pour pouvoir sortir un dictateur en bonne société. [...] ». (**Les Verts**, communiqué du 15/06/2001).

Algérie

« [La DST ?] Ils en savent bien plus que moi sur la situation algérienne. Nos services ont toujours parfaitement coopéré ! ». (**Hichem ABOUD**, ancien chef de cabinet du directeur de la Sécurité militaire algérienne. Interview au *Nouvel Observateur* du 14/06/2001).

[Voilà une coopération qui marche ! Quand on sait le travail fourni...].

« [En 1988], les choses commençaient à se gâter. [...] Les détournements de recettes pétrolières avaient atteint un point inimaginable. Des grèves se déclenchaient un peu partout. [...] On a commencé à provoquer des troubles, des pénuries en tout genre, alors que les produits existaient. [...] Le 18 septembre 1988, [le président] Chadli a fait un discours dans lequel il a clairement appelé les gens à se révolter : "Mais pourquoi vous restez comme ça ? Sortez dans la rue, manifestez, révoltez-vous".

Chadli fait intervenir l'armée. [...] Le général Khaled Nezzar [...] est nommé commandant de l'état de siège. [...] Le but de la manipulation était de provoquer une révolte, des remous, pour amener le président [...] à changer de cap en matière économique [vers un libéralisme affiché] [...] pour préserver les fortunes [...] [que les clans au pouvoir] s'étaient constituées durant ces années de socialisme. [...] [Le général Betchine] dirigeait les séances de torture. [...] Khaled Nezzar, [...] sur la place du 1^{er} mai, ordonnait aux soldats de ne pas hésiter à tirer au canon... [contre les jeunes manifestants]. [...]

Ce pouvoir [algérien aujourd'hui] est composé de onze généraux majors. Certains sont en activité, d'autres officiellement à la retraite. Neuf d'entre eux étaient des sous-officiers ou officiers de l'armée française durant la guerre d'Algérie qui ont rejoint les rangs de l'Armée de Libération entre 1958 et 1961. Seuls les généraux Smaïn et Tewfik – les actuels patrons des "services" – n'ont pas servi sous le drapeau français. Deux seulement ont fait des études universitaires : les généraux **Mohamed Touati**, président du conseil de Sécurité nationale à la présidence, et **Aït Abdessalem**, directeur des fabrications militaires. Ce sont les "têtes pensantes", les éminences grises de la mafia. [...] Les autres membres du "club des onze" sont :

- **Khaled Nezzar**, [...] aujourd'hui le porte-parole du "club", le grand parrain.
- **Larbi Belkheir**, directeur de cabinet du président Bouteflika dont il est le sponsor. Il était le directeur de cabinet du président Chadli.
- **Abbas Gh'ziel**, [...] conseiller militaire de Bouteflika.
- **Abdelmalek Guenaïzia**, [...] le "chef comptable" des comptes helvétiques.
- Le général **Mohamed Lamari**, chef d'état-major.
- **Fodil Cherif**, chef de la 1^{re} région militaire.
- **Sahab Abdelmadjid**, chef de la 4^e région militaire. C'est lui qui surveille le "tuyau", [...] c'est-à-dire le pétrole.
- Le général **Mohamed Mediène** dit **Tewfik**, chef de la Direction du renseignement et de la sécurité, la DRS [ex-Sécurité militaire].
- Le général **Smaïn Lamari**, directeur du contre-espionnage, numéro deux de la DRS. [...]

Autour de ces décideurs, il y a le groupe des sous-traitants : les autres chefs de régions militaires et une pléthore de généraux à la tête des directions sensibles de l'armée. Il ne faut pas oublier non plus Tounsi Ali, le patron de la police. [...]

Aujourd'hui, ces clans [...] constituent une véritable mafia. [...] Ils ne se font plus la guerre. [...] Tous les postes sensibles sont entre les mains d'hommes qui leur doivent obéissance ». (**Hichem ABOUD**, *ibidem*).

À FLEUR DE PRESSE

Françafrique

Digipresse, *Faux dinars de Bahreïn : l'Élysée était-il informé des agissements tchadiens ?* 12/06/2001 (Francis CHRISTOPHE et Ibrahima SOW) : « À en croire l'interview accordée par Idriss Déby au *Monde*, une fois avertis des agissements de son conseiller [Hassan Fadoul], le Président **tchadien** aurait lui-même "fait venir une délégation officielle de Bahreïn, qui a entendu Fadoul, d'ailleurs en présence d'un magistrat français". [...] Hassan Fadoul réfute catégoriquement cette version. [...] Il semble que le Tchad ne se soit pas montré particulièrement coopératif avec la délégation bahreïnie chargée d'élucider cette affaire, comme en témoigne l'audition par la juge parisienne Xavière Simeoni des représentants de l'Agence monétaire de Bahreïn. [...] Au Niger, les autorités se montreront plus zélées. Les bahreïnis quitteront Niamey avec onze boîtes "contenant au total 11,6 millions de dinars" [plus de 200 millions de FF]. [...]

Le 27 mai 1998, au lendemain des premières opérations de change frauduleuses, l'émir de Bahreïn [...] avait été reçu par Jacques Chirac à l'occasion d'une visite officielle [...]. Les deux chefs d'État ont-ils évoqué, à cette occasion, l'affaire des faux dinars ? Toujours est-il que, selon Hassan Fadoul, le Président français aurait décidé de prendre les choses en main.

Fadoul situe l'épisode en juillet 1998. Déby et son conseiller spécial effectuent un séjour à Faya-Largeau, dans le nord du Tchad. Un samedi, Hassan Fadoul reçoit un appel de Paris. Son interlocuteur se présente comme Michel Dupuch, le conseiller de Jacques Chirac pour les affaires africaines. Selon lui, le Président français souhaite s'entretenir urgemment avec Idriss Déby [...] [qui] finit par prendre la communication. En raccrochant, sa mine a changé. Fadoul et Déby rejoignent précipitamment N'Djamena. De là, le chef de l'État part – seul – pour Paris. Un aller-retour pour voir Jacques Chirac. À son retour, il semble bouleversé : "C'est grave ! Les Français sont au courant !". [...]

La visite à Paris du président Déby [...] précède de huit jours seulement la publication d'un décret qui démettra Fadoul de ses fonctions de conseiller spécial. Une démarche dont il affirme qu'elle avait pour seul but (à l'origine avec son accord) de faire de lui le fusible permettant de ne pas compromettre la Présidence [...]. En juillet 2000, deux ans après que la participation de Fadoul dans l'affaire des faux dinars a été établie, [...] [il] se voyait nommé préfet par le chef de l'État ».

[Quelques mois plus tard, le pays présidé par Jacques Chirac finançait la réélection frauduleuse d'un faux-monnaieur patenté. Les aéronefs de l'armée française transportaient un autre genre de "fausse monnaie" : les bulletins et bordereaux d'un scrutin truqué. Apparaît une nouvelle fois la proximité entre criminalité financière et politique].

La Lettre du Continent, Anne Lauvergeon. *France/Afrique du Sud*, 14/06/2001 : « Très présente auprès du président François Mitterrand lors de ses dernières années à la présidence, Anne Lauvergeon, [...] aujourd'hui présidente du groupe [nucléaire] Cogema/Topco, a été cooptée dans le *think tank* international du président Thabo Mbeki [...]. Elle sera ainsi la seule femme et la seule française de l'International Investment Council (ICC), un organe consultatif de quinze personnes chargées de conseiller le président [...]. Elle a été préférée à d'autres industriels français en raison, outre sa proximité avec le Premier ministre français,

des nouvelles perspectives stratégiques franco-sud-africaines pour la construction en commun de nouveaux petits réacteurs nucléaires civils ».

[Comme la politique africaine, le nucléaire est au cœur des fonctionnements occultes de la République parallèle, anti-démocratique par nature et souvent par conviction. Ces deux domaines se sont entrelacés en Françafrique, du Gabon au régime sud-africain d'apartheid, de Pierre Guillaumat à Robert Galley. Comme le démontre Dominique Lorentz dans Affaires atomiques (Les Arènes, 2001, cf. Billets n° 91), il n'y a guère de différence entre le nucléaire militaire et le civil, vecteur d'une dissémination incroyable, totalement masquée aux citoyens. L'Afrique du Sud raciale, boycottée, fut à cet égard le carrefour d'une coopération franco-germano-israélienne, chaperonnée par les États-Unis. Manifestement, Thabo Mbeki n'entend pas laisser se perdre cet "atout", et Paris en ferait volontiers l'un des piliers de sa "nouvelle politique africaine".]

Le Journal du Jeudi (Ouagadougou, cité par *Courrier international*, 07/06/2001), À bas le développement par la syntaxe (Roger CYNIQUE) : « Une résolution déterminante a été prise à la conférence de Bruxelles sur les pays les moins avancés (PMA) qui s'est achevée le 20 mai : les PMA [49 pays, dont 34 d'Afrique] deviennent les PPE. Cette proposition du président dilettante Jacques Chirac [...] aidera sans aucun doute les contrées démunies à dépasser leurs complexes. [...] Un pays "moins avancé", c'est un tocard qui a tout de même parcouru un bout de chemin. Un pays "prochainement émergé", c'en est un qui n'est pas encore sorti du trou ».

Libération, *L'extrême droite de la fac renforce ses rangs*, 05/06/2001 (Olivier BERTRAND) : « Bernard Lugan [historien africaniste proche du Front national] [...], enseignant à Lyon-III, se faisait remarquer dans les années 90 en se déguisant pour mardi gras avec un casque et un fouet et chantait des chants coloniaux à ses étudiants. Le 27 mars, le bureau de Lyon-III [université fort accueillante aux négationnistes] a décidé l'avancement de ce professeur folklorique au rang de maître de conférences "hors classe". [...] Le comité d'administration devait choisir dans une liste de 46 postulants, dont 14 avaient une ancienneté supérieure. Sur 18 votants, 11 ont choisi Bernard Lugan ».

Mondialisation

Le Journal du Dimanche, *Attac à l'abordage de Jersey*, 10/06/2001 (Judith SCHLUMBERGER) : « L'île [de Jersey, objet d'un débarquement pacifique des militants d'Attac] [...] tire plus de la moitié de son PIB du secteur financier et bancaire [...]. L'une des conséquences est la flambée du secteur immobilier. La dernière idée en vogue chez les responsables politiques de Jersey serait de faciliter l'installation des habitants les moins aisés en Normandie et en Bretagne en améliorant les liaisons maritimes ! ».

[La dérégulation financière nous prépare un habitat "hors sol", comme les poulets de batterie].

Le Monde, *Les ombres de Clearstream*, 26/05/2001 (Pascale SANTI) : « Une véritable bombe menace le système financier européen. [...] Une information judiciaire [a été ouverte par la justice luxembourgeoise] [...] sur le blanchiment, l'abus de biens sociaux, le faux et usage de faux, le détournement de fonds [dont est soupçonnée la société de compensation internationale Clearstream], comme l'indique le livre Révélation\$ [...].

Certains témoins ont confirmé les manipulations des comptes évoquées dans le livre [...], faisant état d'une double comptabilité et mentionnant que certains comptes n'ont pas été intégrés dans la comptabilité ou ont été effacés [...]. Un témoin-clé [...] affirme qu'une centaine de comptes (15 % des montants qui transitent par Clearstream) auraient échappé au circuit officiel, grâce à un programme informatique complexe. [...]

"Il y a un couvre-feu total sur la place financière du Luxembourg", observe un banquier local qui veut rester anonyme. [...] Seule l'Association des banques et banquiers luxembourgeois (ABBL) [...] nous a indiqué qu'elle souhaitait "que la lumière soit faite le plus vite possible". [...] Au moment de la sortie du livre, [...] l'ABBL qualifiait ses affirmations de "loufoques". Aujourd'hui, les langues se délient ».

[Les plumes du Monde aussi. Le quotidien avait d'abord traité Révélation\$ par le mépris. Cet article du 26 mai confirme ce que nous annonçons dans notre n° 93, bouclé le 20 mai : Clearstream pourrait avoir dissimulé 15 % du montant de ses transactions. Cela « aurait été certifié » par plusieurs de ses informaticiens (La Tribune, 12/06/2001). La firme semble avoir été conçue pour héberger un gigantesque "trou noir" de la finance mondiale, brassant plus de dix mille milliards de FF par an, au bénéfice de banques et sociétés prestigieuses. Avec des branches africaines : éminence grise de Clearstream, ami de la famille Pasqua, Nadhmi Auchy était très actif en Afrique centrale en 1994...]

Perfidement, La Tribune (15/05/2001) conseillait aux enquêteurs de s'intéresser au compte non publié n° 81738 de la banque mafieuse russe Menatep, avec laquelle a beaucoup travaillé Arcadi Gaydamak].

LIRE

Yves Ternon, *L'innocence des victimes. Au siècle de génocides*, Desclée de Brouwer, 2001, 158 p.

Avec sa limpidité d'expression coutumière, le spécialiste français de l'histoire des génocides s'attache à ce qu'il considère comme un point-cléf de la rhétorique des génocidaires : la négation de l'innocence des victimes. Leur "culpabilisation" préalable et postérieure tend à nous présenter les bourreaux comme deux fois victimes – de la menace antérieure, puis de la diffamation entretenue par les rescapés.

Yves Ternon s'appuie pour cet essai sur une relecture de cinq génocides incontestables du XX^e siècle : ceux des Arméniens, des paysans ukrainiens, des Juifs, des Cambodgiens urbanisés ou instruits, des Tutsis rwandais – « près de 20 millions de victimes, toutes innocentes ». Le travail de l'historien est essentiel pour démystifier « le spectre de la négation ». Mais il se fonde sur une éthique : le délire qui affirme la nocivité de tous les membres non-combattants d'un groupe humain, enfants compris, est irrecevable. Cette propagande émane du cercle des « vrais coupables ». Elle est le logiciel du bras armé dont ils se sont chaque fois dotés : des commandos de tueurs déshumanisés.

Noir procès

Les Arènes, 385 p., 128 F

Les trois jours d'audience du procès pour "offense à chef d'État" intenté par Denis Sassou Nguesso, Idriss Déby et Omar Bongo à l'auteur et l'éditeur de *Noir silence*, François-Xavier Verschave et Laurent Beccaria les 28 février, 6 et 7 mars 2001. Comme si vous y étiez.

Les accusés ont eu à affronter les stratégies et sarcasmes des avocats des "chefs d'État", Me Vergès et Cie. Avec leurs propres avocats (Mes Bourdon, Comte, N'Thepe et Toledano), ils ont fait mieux que se défendre. Surtout, ils ont été épaulés par une formidable escorte de témoins, certains au péril de leur vie. Les pressions subies avant le procès, les menaces proférées depuis, les repréailles engagées (au Tchad notamment), montrent qu'il ne s'agissait pas d'une joute littéraire : un système criminel franco-africain était venu chercher auprès de la justice française une caution à la prolongation de sa "licence", contestée par l'effraction du "noir silence". Un jugement historique a démonté leur privilège.

« Au cours de ces trois jours d'audience, l'accusation s'est pitoyablement effondrée devant les arguments, les documents et les témoins produits par la défense » (F. Schlosser, *Le Nouvel Observateur*).

« Un véritable livre d'histoire franc-africaine, qui se lit avec passion » (G. Biard, *Charlie-Hebdo*).